



N° DP 25/186

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 - ASSOCIATION COLLECTIF VAROIS POUR L'AGRICULTURE URBAINE - PROGRAMME D'ACTIONS - 2 500 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5216,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention d'un montant de 2 500 euros (deux mille cinq cents euros) à l'Association Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine pour la réalisation de son programme d'actions en 2025,

CONSIDERANT la demande de subvention à TPM de l'Association Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine de 3 500 euros sur un budget prévisionnel de 4 834 euros pour son programme d'actions en 2025,

CONSIDERANT que l'Association Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine regroupe des acteurs au cœur de l'alimentation durable et de l'écologie urbaine : professionnels de l'agriculture, paysagistes, urbanistes, associations en agissant sur les enjeux de la biodiversité, de l'environnement ou de l'alimentation,

CONSIDERANT que l'agriculture est une question clef de la transition écologique qui joue un rôle essentiel dans la sensibilisation du citoyen à son environnement,

CONSIDERANT que l'Association Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine a pour missions de promouvoir l'agriculture urbaine du jardinage urbain à la ferme : végétaliser les villes, nourrir ses habitants, tisser des liens entre les habitants, éduquer, former, aménager une ville soutenable,

CONSIDERANT qu'initié en 2016 à Paris, le Festival des 48H de l'Agriculture Urbaine s'est développé et est présent aujourd'hui dans plus de trente villes en France, ainsi qu'en Belgique, en Suisse et au Luxembourg, il propose une multitude d'événements participatifs organisés par des structures locales afin de faire découvrir l'agriculture urbaine aux citoyens,

CONSIDERANT que sur le territoire de TPM le Festival est organisé depuis 2020 par le Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine qui met également en œuvre des actions tout au long de l'année sur les thématiques de la résilience alimentaire et de la nature en ville,

CONSIDERANT que pour la 6^{ème} année consécutive, le Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine coordonnera le Festival des 48H de l'Agriculture Urbaine qui se déroulera du 16 au 18 mai 2025,

CONSIDERANT les 4 actions proposées :

- Coordination de l'édition 2025 des 48 H de l'agriculture urbaine
- Organisation de rencontres tous les 2 mois dites « Apér'AU » entre acteurs de l'agriculture urbaine
- Organisation d'un événement sur la thématique de la résilience alimentaire, autour de la restitution du diagnostic des producteurs locaux réalisé par TPM
- Diffusion de l'exposition photo « Portraits d'agriculteurs urbains » réalisée en 2024 afin de sensibiliser et de promouvoir l'agriculture urbaine auprès du grand public,

CONSIDERANT qu'à travers l'ensemble de ses activités l'Association Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine contribue à plusieurs objectifs du Projet Alimentaire de Territoire de la Métropole TPM : la sensibilisation à l'alimentation durable, la protection de l'environnement en fédérant les acteurs locaux,

CONSIDERANT la convention, ci jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'Association « Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine » en vue de l'attribution d'une subvention d'un montant de 2 500 euros en 2025, soit 51,71 % maximum du programme d'actions réalisé, hors contribution ou bénévolat.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Principal de l'exercice 2025 : article 65748, opération 1147, fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and strokes, positioned below the printed name of the President.

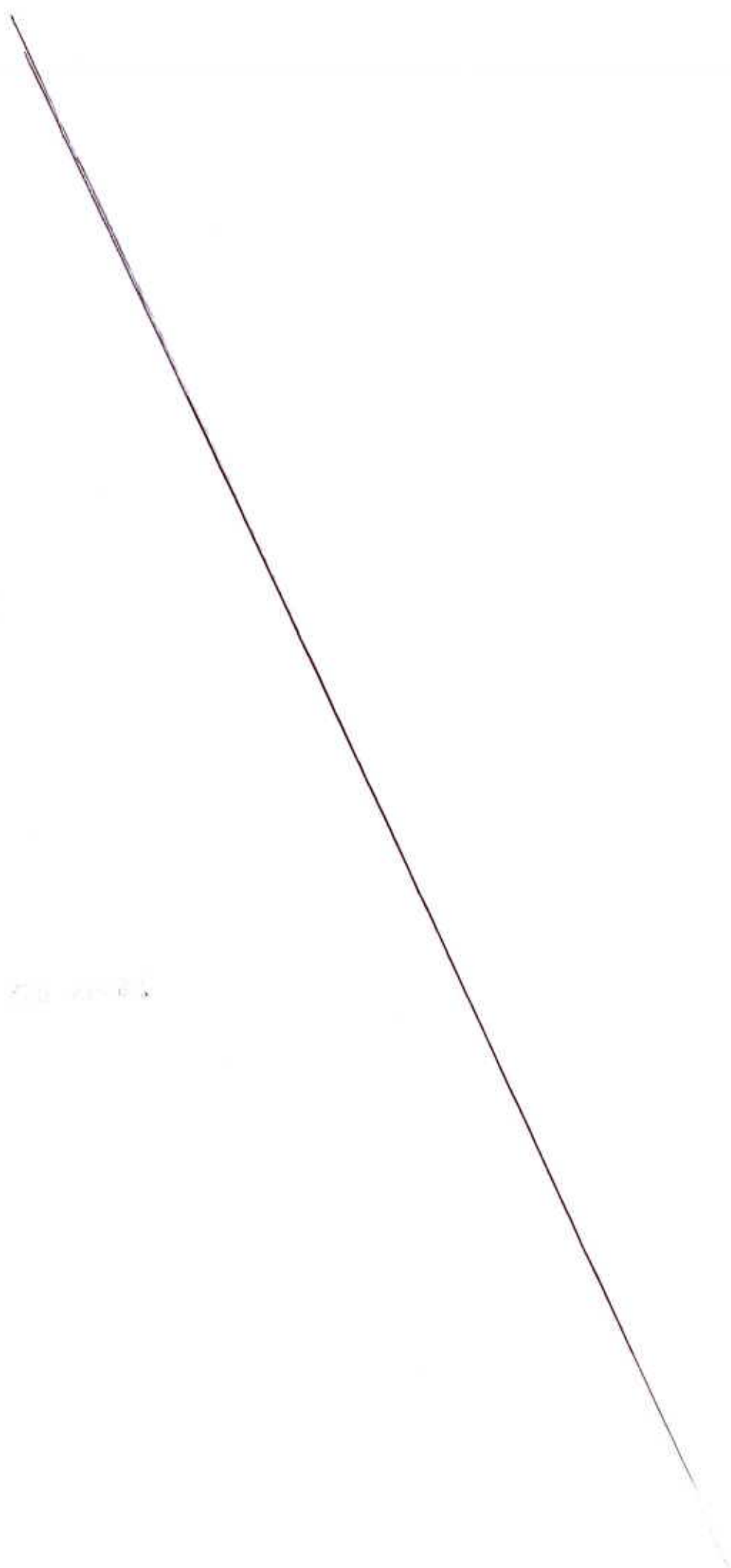


Figure 2.1



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

ASSOCIATION « COLLECTIF VAROIS POUR L'AGRICULTURE URBAINE »

PROGRAMME D'ACTIONS 2025

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise **107 boulevard Henri Fabre à TOULON**, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision **DP N° 25 / du 2025**,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

L'Association « COLLECTIF VAROIS POUR L'AGRICULTURE URBAINE », ayant son siège **29 rue Fanguerot à HYERES**, et représentée par sa Présidente **Isabelle CANAL**,

Ci-Après désignée « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Collectif varois pour l'agriculture urbaine (CVAU) regroupe des acteurs hybrides au carrefour de l'alimentation durable et de l'écologie urbaine : professionnels de l'agriculture, paysagistes, urbanistes, associations agissant sur les enjeux de la biodiversité, de l'environnement ou de l'alimentation et citadins.

Le Collectif a pour missions de promouvoir l'agriculture urbaine du jardinage urbain à la ferme : végétaliser les villes, nourrir ses habitants, tisser des liens entre les habitants, éduquer, former, aménager une ville soutenable.

Le Collectif Varois sollicite de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE une subvention de 3 500 euros afin d'organiser plusieurs actions en 2025 : la coordination du 6^{ème} Festival des 48 H de l'agriculture urbaine sur le territoire du 16 au 18 mai 2025, l'organisation de rencontres « Apér'AU » et d'un évènement sur la résilience alimentaire et la diffusion de l'exposition photos « Portraits d'agriculteurs ».

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropoletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),
- Pour les actions faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'Association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association « **COLLECTIF VAROIS POUR L'AGRICULTURE URBAINE** », à hauteur de 2 500 euros pour la mise en œuvre de son programme d'actions.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, imputation 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 51,71 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **2 500 euros** sera versée à l'Association de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **1 750 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **750 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par la Présidente et la Trésorière. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,
 - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par la Présidente et la Trésorière (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme d'actions doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'Association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour</p> <p>L'ASSOCIATION « COLLECTIF VAROIS POUR L'AGRICULTURE URBAINE »</p> <p>La Présidente Isabelle CANAL</p>	<p>Pour la Métropole</p> <p>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	--

ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

Initié en 2016 à Paris, le festival des 48h de l'agriculture urbaine s'est développé et est présent aujourd'hui dans plus de trente villes en France, ainsi qu'en Belgique, en Suisse et au Luxembourg. Il s'agit d'une multitude d'événements participatifs organisés par des structures locales afin de faire découvrir l'agriculture urbaine aux citoyens.

Sur la Métropole de Toulon, le festival est coordonné depuis 2020 par le Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine, qui met en œuvre également des actions tout au long de l'année sur les thématiques de la résilience alimentaire et de la nature en ville.

Ainsi, les missions de l'Association sont de :

- fédérer les acteurs de l'agriculture urbaine autour de valeurs communes
- promouvoir l'agriculture urbaine auprès du grand public et des collectivités, notamment via le festival
- éveiller une conscience collective via des projets citoyens et collaboratifs (végétalisation d'espaces publics)
- soutenir les projets et les actions en faveur de la résilience alimentaire.

Pour cela, l'Association mène des actions sur deux thématiques, la végétalisation de la ville d'une part et l'agriculture et la résilience alimentaire d'autre part.

En 2024, le festival des 48H de l'Agriculture Urbaine sur le territoire métropolitain a représenté :

- 45 événements (dont 11 animations et 18 portes-ouvertes)
- 30 structures participantes
- 2 cinés-débats et 6 médias présents
- Plus de 1000 participants sur le week-end.

L'Association a également réalisé une exposition photo de 15 portraits d'agriculteurs péri urbains, inaugurée lors du festival et mise à disposition des communes.

Parmi les actions menées en 2024, on compte :

- La poursuite de la cartographie des jardins partagés
- Des actions de végétalisation en ville
- Le lancement des rencontres « Apér'AU » : 2 Apér'AU ont eu lieu à Hyères en octobre, et à Ollioules en décembre.

LES ACTIONS 2025

En 2025, 4 actions sont prévues par L'Association sur la thématique de l'agriculture et la résilience alimentaire :

1. Le festival des 48 H de l'Agriculture Urbaine

Pour la 6^e année consécutive, le Collectif Varois pour l'Agriculture Urbaine coordonnera le festival des 48H de l'agriculture urbaine, qui se tiendra du 16 au 18 mai 2025. Dans ce cadre, l'Association mobilise les acteurs locaux pour :

- Mettre en valeur sur un week-end les initiatives du territoire
- Inviter les citoyens à mettre les mains dans la terre
- Et/ou découvrir les bienfaits de la nature en ville.

L'objectif est de pouvoir proposer un programme riche et varié autour de :

- Visites de jardins partagés
- Portes-ouvertes d'exploitations en vente directe
- Balades
- Animations pédagogiques
- Activités autour des bonnes pratiques au potager
- Conférences et cinés-débats.



L'organisation du festival des 48H de l'Agriculture Urbaine nécessite une forte mobilisation de l'association, qui doit embaucher un à deux services civiques pour venir en renfort à l'équipe de bénévoles. Plusieurs rencontres préparatoires sont requises. Deux événements seront spécifiquement organisés par l'Association :

- La soirée d'ouverture du festival sur l'agriculture urbaine
- Un événement festif en plein air, « A la rencontre des acteurs de l'agriculture urbaine », pour échanger, débattre sur le thème de la résilience alimentaire.

Au-delà de l'organisation du festival des 48H de l'Agriculture Urbaine, l'Association souhaite développer d'autres actions de sensibilisation tout au long de l'année autour de l'agriculture urbaine.

2. Les rencontres « Apér'AU »

Il s'agit de rencontres régulières et conviviales entre acteurs locaux de l'agriculture urbaine (producteurs, associations ...), avec pour objectifs de :

- fédérer
- s'informer et partager des bonnes pratiques
- faciliter l'échange d'information et la création de synergie
- faire émerger des projets collectifs.

Ces rencontres, organisées tous les deux mois, pourront se tenir au sein d'une exploitation agricole, d'un jardin collectif ou d'un autre lieu en lien avec la thématique.



3. Un événement « résilience alimentaire » autour du diagnostic des producteurs locaux

L'Association souhaite organiser un événement sur la thématique de la résilience alimentaire dans le cadre de la restitution du diagnostic des producteurs locaux réalisé par la Métropole TPM.

Cet événement, en lien avec la Métropole, prévu en avril 2025, a pour objectifs de :

- aller à la rencontre des acteurs du territoire
- identifier les besoins pour mieux y répondre
- faire connaître la réalité de l'agriculture locale
- fédérer et éveiller une conscience collective.

4. Organisation d'expositions-photos

✓ Les portraits d'agriculteurs

En 2025, L'Association projette de diffuser l'exposition photo réalisée en 2024 et présentant 15 portraits d'agriculteurs péri urbains. L'objectif est de favoriser une meilleure connaissance des initiatives locales. L'Association compte compléter cette exposition de 15 portraits avec des portraits complémentaires.

✓ La nature comestible

Une seconde exposition est également prévue, sur la thématique de la nature comestible en ville.

Les objectifs sont :

- promouvoir l'agriculture urbaine auprès du grand public
- éveiller une conscience collective
- faire connaître les initiatives locales.

ANNEXE II

BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION 2025

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	0	Produits / Prestations	0
Services extérieurs	1 036	Subventions d'exploitation	3 500
Locations	910	Métropole TPM	3 500
Assurances	126	- PAT : 3 500	
Autres services extérieurs	3 189	Cotisations	168
Rémunération : intermédiaires et honoraires	1 866		
Déplacements, missions	1 323		
Charges de personnel	609	Mécénat	1 166
TOTAL dépenses	4 834	TOTAL recettes	4 834
Personnel bénévole	8 340	Bénévolat	8 340

La subvention de 2 500 € représente 51,71 % du total des produits :
(montant attribué/total des produits) x 100.

BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL 2025

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	700	Produits / Prestations	0
Matières premières	600		
Petites fournitures	100		
Services extérieurs	1 500	Subventions d'exploitation	9 000
Locations	1 200	Commune de Toulon	4 000
Assurances	300	Autres collectivités	1 500
		Métropole TPM	3 500
		- PAT : 3 500	
Autres services extérieurs	8 200	Cotisations	400
Rémunération : intermédiaires et honoraires	6 340		
Déplacements, missions	1 610		
Cotisations	250		
Charges de personnel	1 200	Mécénat	2 200
TOTAL dépenses	11 600	TOTAL recettes	11 600

